

envoyé d'exemplaire du document déposé bien que, selon toute évidence, il a vraiment l'impression de l'avoir fait.

M. Andras: Le chef de l'opposition a tout à fait raison. S'il n'a pas reçu d'exemplaire de la déclaration que j'ai déposée, c'est à cause d'un malentendu de ma part. J'avais cru avoir envoyé et la déclaration dont j'ai donné lecture et la déclaration déposée.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA RÉUNION DU GATT TENUE À TOKYO—DÉPÔT DE LA DÉCLARATION DES MINISTRES

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'aimerais faire de brèves observations à propos de la Déclaration de Tokyo que le Canada a signée. Cette Déclaration marque officiellement le début de la septième série de négociations commerciales multilatérales sous l'égide du GATT. Ces négociations auront une envergure sans précédent et porteront tant sur les droits de douane que sur les mesures non tarifaires qui limitent ou désorganisent le commerce des produits industriels et agricoles. Elles représentent, entre autres, la première tentative systématique et globale de réduire ou éliminer les mesures non tarifaires ou de les assujettir à un contrôle international plus efficace.

Grâce aux efforts déployés par le Canada, les négociations comprendront aussi, pour la première fois, un examen systématique des possibilités de réduire ou d'éliminer tous les obstacles au commerce dans des secteurs de produits choisis. Ces négociations laissent entrevoir la possibilité d'avantages plus marqués que ne l'a permis toute autre négociation précédente. C'est pourquoi la Déclaration de Tokyo est un document des plus importants. En outre, le fait que des représentants de 102 pays se sont réunis pour l'étudier et l'approuver permet de croire que cette initiative sera couronnée de succès.

En conformité de l'article 41(2) du Règlement, je voudrais déposer sur le bureau de la Chambre, dans les deux langues officielles, la Déclaration des Ministres approuvée par 102 pays lors de la réunion du GATT tenue à Tokyo la semaine dernière.

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tout d'abord souhaiter la bienvenue au ministre à son retour de la réunion du GATT à Tokyo, où il a participé au début des nouvelles négociations. Je suis certain qu'il se rend très bien compte lui aussi que le but est encore loin d'être atteint et qu'il faudra travailler dur si l'on veut obtenir des résultats satisfaisants d'ici 1975.

Mon parti est tout à fait d'accord sur le principe de l'assouplissement du commerce mondial, car aucun pays ne dépend plus que le Canada du commerce international. Aucun pays n'exporte une aussi grande partie de ses ressources naturelles que le Canada. Par conséquent, aucun pays n'est plus sensible que le Canada aux résultats des négociations portant sur le commerce mondial.

Ces négociations sont d'autant plus importantes à l'heure actuelle que le monde semble se diviser en blocs commerciaux et que, si nous n'agissons pas prudemment, le Canada pourrait fort bien se trouver exclu des grands marchés internationaux. De plus, si nous voulons utiliser pleinement les talents que nous possédons et faire prospérer nos industries hautement techniques, nous devons avoir accès aux grands et puissants marchés industrialisés

Commerce extérieur

des autres pays, y compris bien entendu ceux du bloc européen, des États-Unis et du Japon.

Le marché japonais est probablement le plus intéressant de ces marchés, monsieur l'Orateur, et je suis heureux de savoir qu'on discutera des barrières non tarifaires en même temps que des droits de douane eux-mêmes. Si l'on examine le bilan de l'année dernière, il est assez décourageant de constater que moins de 3 p. 100 des produits exportés au Japon par le Canada durant l'année ont été des produits finis. J'espère qu'à Tokyo le ministre a profité de l'occasion pour faire comprendre aux Japonais non seulement qu'il importe d'équilibrer le commerce entre nos deux pays, mais encore que dans une période de temps raisonnable, peut-être dans trois ou quatre ans, la moitié des produits exportés par le Canada au Japon devraient être des produits entièrement finis. Le ministre devra faire preuve de beaucoup de fermeté s'il veut y réussir et il ne devra pas mâcher ses mots avec les Japonais. Je l'encourage dans cette voie. Il s'agit certes d'un des plus grands marchés éventuels au monde pour les produits canadiens, et tout échec de sa part ne sera pas bien accueilli des Canadiens. Si je puis faire une suggestion, monsieur l'Orateur, ce serait que le ministre songe à établir des installations permanentes à Tokyo que pourraient utiliser les manufacturiers canadiens pour exposer leurs produits. Ainsi, les Canadiens pourraient accroître sensiblement leurs exportations de produits manufacturés au Japon.

Il importe également de nous attaquer avec vigueur aux barrières non douanières pour nos produits agricoles dans la Communauté européenne. Dans ce domaine, nos intérêts semblent être à peu près les mêmes que ceux de nos voisins américains. Le ministre et ses fonctionnaires devraient faire cause commune avec les Américains pour exercer toutes les pressions possibles sur la Communauté européenne afin qu'elle abaisse les barrières actuelles et donne un accès raisonnable aux produits des agriculteurs canadiens.

Il y a un autre point sur lequel il faudrait appuyer: au cours de l'élaboration du nouvel accord, on devrait s'appliquer à accorder une attention spéciale aux besoins et aux aspirations des pays en voie de développement. On devrait leur donner l'occasion de participer davantage au commerce mondial et d'accumuler assez de change étranger pour l'achat de biens d'équipement et d'autres produits dont ils ont besoin pour mettre en valeur leur propre économie.

Nous nous réjouissons de cette nouvelle, monsieur l'Orateur, mais je crois que la conclusion qui pourrait être tirée est que ces négociations commerciales n'aboutiront aux résultats souhaités que si, par ailleurs, nous améliorons sensiblement les accords monétaires internationaux. J'espère que le ministre insistera auprès de son collègue, le ministre des Finances (M. Turner), à présenter de nouvelles idées aux réunions du Fonds monétaire international. Les renseignements dont nous disposons déjà portent à croire que nous tomberons peut-être dans le piège et commettrons les mêmes erreurs qu'à Bretton Woods, en 1944. Peu important la nature des accords douaniers ou les conclusions au sujet des barrières non douanières si nous avons un système monétaire international qui provoque des crises tous les ans ou tous les deux ans.